

## REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

27 MAI 2026

## NOTE DE SYNTHESE

<b>PROJET – O.J. N°1</b>
--------------------------

**FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES**

**NOMINATION D'UN OU D'UNE SECRETAIRE DE SEANCE**

**Rapporteur : M. le Maire**

Le Code général des collectivités territoriales prévoit, en son article L.2121.15, qu'au début de chacune de ses séances, le Conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaire(s) des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations. Il s'agit de nommer le secrétaire de la présente séance.

---

Vu l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant la nécessité de désigner un secrétaire de séance,

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre la décision suivante :***

**Article unique :** Nommer XXX, secrétaire de séance.

PROJET – O.J. N°2
-------------------

**FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES**

**ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU 15 AVRIL 2026**

**Rapporteur : M. le Maire**

*Le Maire soumet à l'assemblée le procès-verbal de la séance du 15 avril 2026 et lui propose d'en prendre acte.*

**DESIGNATION DE REPRESENTANTS**

**COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (C.C.I.D.) –  
RENOUVELLEMENT DES MEMBRES**

**Rapporteur : Marie Claire MERVIN**

La Direction Générale des Finances Publiques a adressé un courrier en date du 30 mars 2026 relatif au renouvellement de la Commission Communale des Impôts Directs (CCID) pour donner suite aux élections municipales de 2026.

En effet, en vertu de l'article 1650 du Code général des impôts, il doit être, dans chaque commune, institué une Commission Communale des Impôts Directs (CCID).

Cette commission a pour rôle majeur de donner chaque année son avis sur les modifications d'évaluation ou nouvelles évaluations des locaux d'habitation recensées par l'administration fiscale.

Les membres de cette commission sont désignés par le Directeur Régional/Départemental des finances publiques, cependant il appartient au Conseil municipal de proposer une liste des contribuables répondant aux conditions exigées par le Code général des impôts. La durée du mandat des membres de la commission communale des impôts directs est la même que celle du mandat du conseil municipal.

La CCID doit être constituée dans les 2 mois qui suivent le renouvellement du Conseil municipal.

Le nombre de membres composant la CCID dépend de l'importance de la commune. En l'occurrence, pour les communes de plus de 2 000 habitants, elle est composée par le maire ou l'adjoint délégué, président et 8 commissaires titulaires et 8 commissaires suppléants, choisis par le DGFIP, parmi les 16 titulaires et les 16 suppléants proposés par le conseil municipal.

Les conditions exigées par le Code général des impôts pour être membre d'une CCID sont les suivantes, notamment :

- être de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne,
- être âgé de 18 ans au moins,
- jouir de ses droits civils,
- être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune, (taxe foncière, taxe d'habitation ou cotisation foncière des entreprises,
- être familiarisés avec les circonstances locales,
- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

---

Vu l'article 1650 du Code général des impôts, il doit être, dans chaque commune, institué une Commission Communale des Impôts Directs (CCID).

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil municipal en date du 21 mars 2026,

Considérant la nécessité de renouveler les membres de la Commission Communale des Impôts Directs pour donner suite aux élections municipales du 15 mars 2026,

Considérant qu'il est demandé au conseil municipal de dresser une liste comportant suffisamment de noms afin que le Directeur Régional/Départemental des finances publiques puisse désigner les commissaires et leurs suppléants (en nombre égal à celui des commissaires), en nombre double, à savoir 16 titulaires et 16 suppléants,

***Le Maire proposera une liste de noms telle que figurant ci-après et invite l'assemblée à se prononcer.***

TITULAIRES : Marie-Claire MERVIN, Philippe BECAN, Frédéric SOHIER, Michel BOUCHALAIS, Eric DYEYRE, Jean-Jacques FOUCHER, Stanislas du GUERNY, Christophe FICHET, Nolwenn GUILLOU, Bruno DESLANDES, Jean-Patrick GUIBOUT, Martine GUENEGANT, Guenhaelle VEDIE, Vincent REMY, Catherine CABOT, Thierry BURLOT

SUPPLEANTS : Gwenaëlle LIETAR, Jeanne BOUVIER, Michel MOREL, Marie BOURGOIN, Françoise TREFOURET, Nathalie ROBLOT, Pascal PHILIPPOSIAN, Lucie PRIEUR, Emilie BELLOT, Kevin STEINBACHER, Frédéric DENOUAL, Christian CHAUFOR, Evelyne GAUTIER LE BAIL, Noémie BROSSAULT, Mirella JEAN DE DIEU, Annick PORTES

## **AUTRES ACTES DE GESTION DU DOMAINE PUBLIC**

### **DEMANDE DE DENOMINATION EN COMMUNE TOURISTIQUE**

**Rapporteur : Martine GUENEGANT**

La dénomination en commune touristique est une reconnaissance du caractère et du potentiel touristique de la commune. Le classement est accordé pour 5 ans selon trois principaux critères définis ci-après.

Il donne un signal positif en termes d'attractivité : volonté et dynamisme touristique vis-à-vis des acteurs institutionnels et des porteurs de projet. C'est aussi un signe de reconnaissance pour les professionnels du tourisme du territoire.

Ce classement est enfin l'étape obligée pour toute commune souhaitant obtenir le classement en station classée de tourisme, second niveau aux critères plus exigeants qui reconnaît les efforts mis en place pour structurer une offre de qualité et un accueil d'excellence, source d'attractivité.

Dans le cadre du renouvellement de la commune de Dinard en station classée de tourisme, dont l'arrêté arrive à échéance le 17 septembre prochain, la commune doit préalablement renouveler sa dénomination de commune touristique.

Les conditions sont fixées par l'article R.133-32 du Code du tourisme qui dispose que peuvent être dénommées communes touristiques les communes qui :

- a) Disposent d'un office de tourisme classé compétent sur le territoire faisant l'objet de la demande de dénomination : l'Office de tourisme intercommunal (OTI) de Dinard Côte d'Emeraude Tourisme a été classé par un arrêté préfectoral en date du 17 juillet 2024 en catégorie I ;
- b) Organisent, en périodes touristiques, des animations notamment dans le domaine culturel, artistique, gastronomique ou sportif : des événements dans ces quatre thématiques se déroulent tout au long de la saison touristique mais également à l'année à Dinard ;
- c) Disposent d'une capacité minimale et variée d'hébergement au bénéfice d'une population non-résidente : hôtels, résidences de tourisme, meublés de tourisme, villages vacances, campings, chambres d'hôtes, anneaux de plaisance, résidences secondaires... L'article R. 133-33 du Code du tourisme stipule qu'à partir de 10 000 habitants, le pourcentage minimal exigé de capacité d'hébergement d'une population non permanente est de 4,5%. Le calcul actualisé pour Dinard fait état d'un pourcentage de 354,22%.

Compte tenu de ce qui précède, on peut donc considérer que la ville de Dinard répond aux trois critères susvisés.

Dans le cadre de la procédure, il est donc proposé que Monsieur le Maire transmette au préfet du département la présente délibération sollicitant la dénomination en commune touristique, accompagnée du dossier pour instruction, comprenant :

- 1) Formulaire de demande de dénomination de commune touristique
- 2) Annexes
  - ✓ Arrêté de classement de l'OTI de Dinard Côte d'Emeraude Tourisme en catégorie I
  - ✓ Note hébergements touristiques
  - ✓ Guide des hébergements
  - ✓ Chambres d'hôte et meublés

- ✓ Anneaux de plaisance
  - ✓ Population commune Dinard
  - ✓ Agenda animations estivales Dinard 2025
  - ✓ Visites guidées, féeries de Noël, saison culturelle 2025-2026
- 

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R133-32 à R133-36 du Code du tourisme ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 mars 2011 portant classement de la commune de Dinard en commune touristique ;

Vu le décret du 17 septembre 2014 portant classement de la commune de Dinard comme station de tourisme ;

Vu l'arrêté en date du 17 juillet 2024 de classement de l'OTI de Dinard Côte d'Emeraude Tourisme en catégorie I ;

Vu le dossier de demande de dénomination de commune touristique ;

Considérant que la commune de Dinard répond aux conditions fixées par l'article R133-32 du Code du tourisme ;

Considérant que l'obtention de la dénomination de « commune touristique » est une étape obligatoire pour solliciter le classement en station classée de tourisme ;

***Le Maire proposera au Conseil Municipal de prendre la décision suivante :***

**Article unique :** Autoriser le Maire à adresser la délibération sollicitant la dénomination de commune touristique, accompagnée du dossier de demande à Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine.

## **DECISIONS BUDGETAIRES**

### **BUDGET COMMUNE – ADHESION AU RESEAU VILLE AMIE DES AINES » ET DESIGNATION DE REPRESENTANTS AU SEIN DE L'ASSOCIATION**

**Rapporteur** : Evelyne GAUTIER LE BAIL

La Ville de Dinard adhère au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés depuis le 24 janvier 2022 (délibération n°11-2022). Elle a porté une démarche participative au cours des années 2022-2023 pour identifier les besoins du territoire, qui s'est poursuivie en 2024 par la rédaction d'un dossier en vue de sa labellisation.

Le RFVAA, association à but non lucratif, a pour objet de développer dans l'espace francophone la démarche initiée par le réseau mondial des Villes Amies des Aînés de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). À ce titre, il accompagne les collectivités dans la mise en œuvre de cette démarche et valorise les initiatives engagées.

Le réseau favorise également les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre ses adhérents, contribuant ainsi à une meilleure adaptation des territoires aux enjeux du vieillissement. Son action s'inscrit notamment autour de trois principes fondamentaux : la lutte contre l'âgisme, le renforcement du sentiment d'appartenance des habitants à leur territoire, ainsi que la mise en œuvre d'une démarche participative et partenariale.

Suite à un diagnostic territorial fourni, ainsi qu'à l'élaboration d'un plan d'action élaboré par un comité consultatif, la Ville de Dinard a obtenu le label Or, le 20 mai 2025.

Au vu des éléments énoncés ci-dessus, il semble important aujourd'hui pour notre collectivité de poursuivre cette démarche et de confirmer son adhésion au RFVAA. Aussi, nous nous engageons à mettre en œuvre les principes fondamentaux de la dynamique ainsi que les différentes étapes de la démarche Villes Amies des Aînés, à savoir :

- Déployer le plan d'action qui s'articule autour des thématiques suivantes : Transports et mobilité ; Habitat ; Espaces extérieurs et bâtiments ; Lien social et solidarité ; Culture et loisirs ; Participation citoyenne et emploi ; Autonomie, services et soins ; Information et communication)
- Informer annuellement le RFVAA de l'ensemble des étapes du projet et transmettre les documents s'y rapportant ;
- Participer à la vie de l'association : échange et valorisation de bonnes pratiques sur le site Internet du RFVAA, participation aux événements (colloques, journées de formation, voyage d'étude, concours Villes Amies des Aînés, etc.).

---

Vu la Charte du Réseau Français Ville Amie des Aînés,



Considérant que la Ville de Dinard adhère au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés depuis le 24 janvier 2022 (délibération n°2022-11),

Considérant que la Ville de Dinard a obtenu sa labellisation niveau Or en 2025 et entend poursuivre la mise en œuvre du plan d'action présenté dans le cadre de ce dossier,

Considérant que les statuts du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA) prévoient que la commune confirme après l'élection municipale de 2026, son adhésion au réseau,

Considérant qu'il convient également à cette occasion de désigner deux représentants au sein de l'association, un titulaire et un suppléant, le premier devant être membre du conseil municipal,

***Le Maire proposera au Conseil Municipal de prendre les décisions suivantes,***

**Article 1** : Confirmer l'adhésion de la Commune au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (ainsi qu'au Réseau mondial des Villes Amies des Aînés de l'OMS) ;

**Article 2** : Désigner en tant que représentant titulaire Evelyne GAUTIER-LE BAIL, conseillère municipale déléguée aux seniors, et comme représentant suppléant Adrien GAUTIER, directeur Education Enfance Jeunesse et Solidarités, afin de représenter la collectivité au sein de l'association ;

**Article 3** : S'engager à verser annuellement la cotisation au réseau, dont le montant est déterminé en fonction du nombre d'habitants de la collectivité ;

**Article 4** : D'autoriser Monsieur le Maire ou son conseiller délégué à signer la Charte du RFVAA et tout autre document y afférant.

PROJET – O.J. N°6
-------------------

**POLICE MUNICIPALE**

**MODALITÉS DE RECUEIL, DE GESTION ET DE DÉCLARATION DE PERTE  
DES DOCUMENTS ET OBJETS TROUVÉS PAR LE SERVICE DE LA POLICE  
MUNICIPALE**

**Rapporteur : Philippe BECAN**

La Ville de Dinard, par l'intermédiaire de sa Police municipale, est quotidiennement sollicitée par les administrés et les visiteurs pour le dépôt d'objets ou de documents trouvés sur la voie publique, ainsi que pour le signalement de pertes.

Afin d'optimiser le service rendu à la population, accentuer le taux de restitution et garantir une traçabilité rigoureuse, il convient de formaliser les procédures de gestion effectuées au sein du service de la Police municipale, Hôtel des Polices, situé au 20 rue Ampère à Dinard.

L'objectif de cette délibération est de définir :

1. Les modalités d'accueil et d'enregistrement des déclarations.
2. La durée de conservation des documents et objets selon leur nature.
3. Les conditions de restitution ou de transfert aux autorités préfectorales et consulaires

---

Vu la loi du 21 janvier 1995 relatif à la gestion des objets trouvés

Vu l'article 713 du Code civil, notamment les articles relatifs à la propriété et à la gestion des biens trouvés ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2212-2 relatif aux pouvoirs de police du Maire ;

Considérant la nécessité de clarifier les procédures administratives du service de la Police municipale pour le site du 20 rue Ampère ;

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes,***

**Article 1<sup>er</sup>** : Autoriser le service de la Police municipale de Dinard, sis Hôtel des Polices, 20 rue Ampère, est désigné comme l'unique point de centralisation pour :

- Le dépôt de documents ou objets trouvés sur le territoire de la commune.
- L'enregistrement des déclarations de perte (uniquement pour les documents ne nécessitant pas de dépôt de plainte judiciaire).

**Article 2 :** Autoriser conformément aux instructions préfectorales à conserver pour une durée de 15 jours les documents d'identité (CNI, Passeports). Passé ce délai, s'ils n'ont pas été réclamés par leur titulaire, ils seront :

- Transmis à la Sous-Préfecture de Saint-Malo ou à la Préfecture d'Ille-et-Vilaine.
- Transmis aux consulats respectifs pour les ressortissants étrangers.

**Article 3 :** Autoriser la Police municipale à reverser l'argent en numéraire sous forme de don au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Dinard.

Il s'agit du numéraire provenant des portefeuilles, porte monnaies ou autres, non restitué au propriétaire et non réclamé par l'inventeur.

**Article 4 :** Autoriser la Police municipale est habilitée à délivrer des attestations de perte pour les objets et documents du quotidien (clés, sacs, cartes de transport, etc.).

Note : Pour les documents officiels (permis de conduire, carte grise), l'utilisateur est redirigé vers les plateformes dématérialisées de l'État (ANTS), mais le service peut accompagner l'administré dans l'enregistrement du signalement local.

**Article 5 :** Autoriser la restitution de tout document ou objet conditionnée par la présentation d'une pièce d'identité et, dans la mesure du possible, par la preuve de propriété avec la tenue d'un registre numérique ou physique pour chaque mouvement (entrée/sortie).

<b>PROJET – O.J. N°7</b>
--------------------------

**DESIGNATION DE REPRESENTANTS**

**SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DE CONSTRUCTION D'ILLE ET VILAINE-  
DESIGNATION D'UN REPRESENTANT**

**Rapporteur : Monsieur Le Maire**

La Ville de Dinard, par délibération n°2019-052 du 1<sup>er</sup> avril 2019, est devenue actionnaire de la Société Publique Locale de Construction Publique d'Ille-et -Vilaine (SPL).

La Commune de Dinard est représentée au sein des instances de la SPL par un membre du Conseil Municipal.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il y a lieu de désigner un nouveau représentant en remplacement de Monsieur Christian FONTAINE,

\_\_\_\_\_

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.2224-7 et L.2224-8 ;

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil municipal en date du 21 mars 2026 ;

Considérant que la Commune de Dinard est représentée au sein du conseil d'administration de la SPL,

***Le Maire proposera au Conseil Municipal de prendre la décision suivante :***

**Article unique** : Désigner M. Frédéric SOHIER en tant que nouveau représentant au sein des instances de la SPL Construction d'Ille-et-Vilaine.

## **DESIGNATION DE REPRESENTANTS**

### **SEMBREIZH - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT**

**Rapporteur : Monsieur Le Maire**

La SEMBREIZH est une Société d'Economie Mixte ayant vocation à mener diverses opérations d'aménagement du territoire sur les 4 départements bretons. La Commune de Dinard en est actionnaire ; elle est donc représentée au sein de ses instances.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il y a lieu de désigner un nouveau représentant.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.2224-7 et L.2224-8 ;

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil municipal en date du 21 mars 2026 ;

Considérant que la Commune de Dinard est représentée au sein des instances de la SEMBREIZH.

***Le Maire proposera au Conseil Municipal de prendre la décision suivante :***

**Article unique :** Désigner M. Michel MOREL en tant que nouveau représentant au sein des instances de la SEMBREIZH.

**DECISIONS BUDGETAIRES**

**SDE 35 - ETUDE D'EFFACEMENT DES RESEAUX AERIENS RUE BRANLY ET RUE DES TROIS FRERES JULIEN - PARTICIPATION FINANCIERE DE LA VILLE DE DINARD**

**Rapporteur : Frédéric SOHIER**

Le Syndicat départemental d'énergie d'Ille-et-Vilaine (SDE 35) est le service public qui prend en charge les études et assure la maîtrise d'ouvrage des effacements des réseaux électriques, téléphoniques et d'éclairage public.

La ville de Dinard souhaite confier au SDE 35 l'étude d'effacement des réseaux aériens sur la rue Branly et la rue des 3 frères Julien.

Le coût de cette étude est de 9 592,00 € HT, réparti de la façon suivante :

- Etude détaillée sur le réseau électrique basse tension : 5 440,00 € HT
- Etude détaillée sur le réseau d'éclairage public : 1 452,00 € HT
- Etude détaillée sur les infrastructures de télécommunication : 2 700,00 € HT

A ce stade de faisabilité, le reste à charge des travaux estimé pour la ville de Dinard serait d'un montant de 135 000 € TTC.

Ce montant fera l'objet d'une estimation précise par le SDE 35 lors de la phase étude et sera validé par une convention de financement de travaux.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis favorable de la Commission urbanisme et travaux du 5 mai 2026,

Considérant le programme d'investissement en terme de travaux de voirie de la Ville de Dinard,

Considérant la présence des réseaux aériens Enedis, télécom et d'éclairage public sur la rue Branly et la rue des 3 Frères Julien et la gêne qu'ils sont susceptibles de générer pour des aménagements de voirie,

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

- **Article 1<sup>er</sup>** : Demander au SDE 35 d'effectuer l'étude d'effacement du réseau électrique basse tension, du réseau d'éclairage public et des infrastructures de télécommunication sur la rue Branly et la rue des 3 frères Julien.
- **Article 2** : Autoriser le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tous les documents afférents à ce dossier

## PROJET – O.J. N°10

### LOCATIONS

#### BAIL EMPHYTEOTIQUE PHOTOVOLTAIQUE HANGAR BOUSSAC - CONSTATATION REALISATION CONDITIONS SUSPENSIVES, DEMARRAGE ET AVENANT

#### **Rapporteur : Frédéric SOHIER**

Par délibération n° 2023-198 du 13 novembre 2023, la Commune de Dinard a approuvé l'acquisition en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement de deux futures cellules d'activité d'une surface totale, y compris mezzanines, de 2 064 m<sup>2</sup> rue des Frères Boussac, auprès de la SCCV BOUSSAC.

L'acte de vente a été signé en l'étude notariale le 8 décembre 2023, il prévoyait que la SCCV BOUSSAC procéderait à la signature d'un bail emphytéotique afin de permettre l'installation de panneaux solaires sur le bien, et d'en tirer les fruits et revenus. Il était également prévu de consentir au preneur du bail une servitude afin de permettre à ce dernier d'entretenir ces panneaux.

La SCCV BOUSSAC et la société IDES 24 001 ont signé le 21 février 2024 un bail emphytéotique sous conditions suspensives, pour une durée de trente années décomptées à compter de la date de la Mise en Service Industrielle (MSI) de la Centrale dans le réseau public, la MSI représentant également le point de départ du versement du loyer annuel, d'un montant de 1.484 €. Les conditions suspensives prévues au bail précité sont les suivantes :

- ✓ L'obtention d'un financement externe pour la conception et la construction de la Centrale dans les conditions du marché de financement des énergies renouvelables ;
- ✓ L'émission du constat de Mise à Disposition des Volumes et Sous-Volumes.

Les locaux ayant été livrés le 31 juillet 2024 et la Commune étant devenu propriétaire des volumes objet du bail précité, il appartient au conseil municipal d'autoriser le Maire à signer le projet d'acte constatant la réalisation des conditions suspensives, le démarrage du bail précité et l'avenant qui ajoute une clause résolutoire (page 12), demandé par la banque de la société IDES 24 001 dans le cadre de ses refinancements. Cette signature permettra de constater le démarrage du bail et de commencer à percevoir les loyers.

Les documents relatifs à ce dossier sont mis à disposition pour consultation des conseillers municipaux aux heures et jours d'ouverture de la mairie au bureau de la Direction Aménagement-Programmation.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2023-198 du 13 novembre 2023 approuvant l'acquisition du bien situé rue des Frères Boussac, cadastré Q864 ;

Vu le bail emphytéotique pour l'installation et l'exploitation d'une centrale photovoltaïque en date du 21 février 2024 ;

Vu le projet d'acte constatant la réalisation des conditions suspensives, le démarrage du bail et son avenant ;

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Travaux du 5 mai 2026 ;

Considérant l'intérêt pour la Commune de constater la réalisation des conditions suspensives afin de permettre le démarrage du bail et de commencer à percevoir les loyers ;

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

- **Article 1<sup>er</sup>** : Approuver les conditions prévues à l'acte entre la société IDES 24 001 et la Commune de Dinard, contenant constatation de la réalisation des conditions suspensives et démarrage du bail emphytéotique, pour l'installation et l'exploitation d'une centrale photovoltaïque signé le 21 février 2024, et avenant audit bail.

- **Article 2** : Autoriser le Maire ou le conseiller délégué à signer tous les documents relatifs à cet acte.



**ALIENATION**

**TRANSFERT DU COLLEGE PUBLIC LE BOCAGE EN PLEINE PROPRIETE A  
TITRE GRATUIT AU DEPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE**

**Rapporteur : Frederic SOHIER**

Le collège « Le Bocage », construit dans les années 1970, situé à Dinard est la propriété de la Commune et est mis à disposition du Département d'Ille-et-Vilaine qui assure les droits et obligations du propriétaire par procès-verbal depuis 1985.

Des travaux conséquents d'extension du collège ont été réalisés par ce dernier en 2014, représentant une valeur de 5 millions d'euros. Ils avaient pour but la redistribution interne de l'ensemble des bâtiments, le réaménagement du hall d'entrée, la mise en conformité de l'accessibilité et l'extension du centre de documentation et d'information pour une surface d'environ 120 m².

Conformément à l'article L.213-3 du Code de l'éducation, le Département a sollicité le transfert de ces biens à son profit à titre gratuit à la suite de travaux effectués.

L'emprise du collège était comprise sur une plus grande unité foncière formée par la parcelle AC 145 et d'un commun accord, un nouveau découpage foncier a été réalisé afin de garder dans le patrimoine communal les emprises constituant la voirie et une partie du bâtiment « COSEC 2 ». Le nouveau découpage parcellaire correspond à l'enceinte clôturée du collège et la parcelle correspondante à l'emprise du collège est désormais cadastrée AB 492 pour une contenance de 16 235 m².

Le transfert prévu à l'article L.213-3 aliéna 3 du Code de l'Education étant de droit effectué à titre gratuit, aucun avis des Domaines n'est nécessaire à ce transfert.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'éducation notamment son article L.213-3 portant sur le transfert des biens immobiliers des collèges,

Vu le courrier en date du 23 avril 2025 du Département d'Ille-et-Vilaine demandant le transfert de propriété du collège Le Bocage,

Vu l'avis favorable de la Commission urbanisme et travaux en date du 5 mai 2026,

Considérant que le transfert du foncier où se situe le collège est de plein droit,

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

- **Article 1<sup>er</sup>** : Autoriser le transfert en pleine propriété du collège Le Bocage à titre gratuit au Département d'Ille-et-Vilaine, parcelle cadastrée AB 492 d'une superficie de 16 235 m², étant entendu que tous les frais afférents seront pris en charge par le preneur.

- **Article 2** : Autoriser le Maire ou le conseiller délégué à signer tous les documents relatifs à cette cession.

<b>PROJET – O.J. N°12</b>
---------------------------

**AUTRES ACTES DE GESTION DU DOMAINE PUBLIC**

**CONVENTION ENTRE ENEDIS ET LA COMMUNE DE DINARD POUR LA MISE EN PLACE D'UNE INSTALLATION ELECTRIQUE SUR LA PARCELLE AC 111, BOULEVARD DE LA LIBERATION**

**Rapporteur : Frédéric SOHIER**

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, le bureau d'étude ETUDIS, mandaté par ENEDIS, engage des travaux boulevard de la Libération. L'opération consiste à déposer un poteau électrique et en poser un nouveau en retrait de la voie.

La Commune de Dinard étant propriétaire de la parcelle AC 111 sur laquelle les travaux vont être réalisés, il est nécessaire de formaliser une convention de servitude pour établir à demeure un support électrique ainsi que le passage de conducteurs aériens d'électricité.

Tous les frais, droits et honoraires sont à la charge d'ENEDIS.

Le projet de convention est consultable au service gestion foncière de la mairie aux horaires d'ouverture.

---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet de convention de servitude entre la société ENEDIS et la Commune de Dinard,

Vu le courrier de demande en date du 4 février 2026 pour la signature de la convention,

Vu l'avis favorable de la Commission urbanisme et travaux en date du 5 mai 2026,

Considérant l'intérêt public de permettre à l'entreprise ETUDIS de procéder aux travaux de qualité, de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique,

Considérant que la parcelle sur laquelle a lieu les travaux appartient à la Commune,

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

- **Article 1<sup>er</sup>** : Approuver le projet de convention de servitude entre ENEDIS et la Commune de Dinard autorisant l'établissement d'un support et le passage de câbles électriques sur la parcelle AC 111, étant entendu que les frais afférents seront à la charge d'ENEDIS.

- **Article 2** : Autoriser le Maire ou le conseiller délégué à signer tous les documents relatifs à cette décision.

<b>PROJET – O.J. N°13</b>
---------------------------

**AUTRES ACTES DE GESTION DU DOMAINE PUBLIC**

**CONVENTION ENTRE ENEDIS ET LA COMMUNE DE DINARD POUR LA MISE EN PLACE D'UNE INSTALLATION ELECTRIQUE SUR LA PARCELLE C 1641, RUE DES MINEES**

**Rapporteur : Frédéric SOHIER**

Dans le cadre de l'établissement de l'alimentation électrique de la nouvelle crèche intercommunale, le bureau d'étude Vincent Forest Travaux Publics (VFTP), mandaté par ENEDIS, prévoit le passage de canalisations sur la parcelle C1641.

La Commune de Dinard, étant propriétaire de ladite parcelle C, il est nécessaire de formaliser une convention de servitude pour établir à demeure un support de conducteurs aériens d'électricité.

Tous les frais, droits et honoraires sont à la charge d'ENEDIS.

Le projet de convention est consultable au service gestion foncière de la mairie aux horaires d'ouverture.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention de servitude entre la société ENEDIS et la Commune de Dinard,

Vu le courrier de demande en date du 2 avril 2026 pour la signature de la convention,

Vu l'avis favorable de la Commission urbanisme et travaux en date du 5 mai 2026,

Considérant l'intérêt public de permettre à l'entreprise VFTP de procéder aux travaux visés supra,

Considérant que la parcelle sur laquelle a lieu les travaux appartient à la Commune,

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

- **Article 1<sup>er</sup>** : Approuver le projet de convention de servitude entre ENEDIS et la Commune de Dinard autorisant le passage de câbles électriques sur la parcelle C 1641, étant entendu que les frais afférents seront à la charge d'ENEDIS.

- **Article 2** : Autoriser le Maire ou le conseiller délégué à signer tous les documents relatifs à cette décision.

<b>PROJET – O.J. N°14</b>
---------------------------

**AUTRES ACTES DE GESTION DU DOMAINE PUBLIC**

**CONVENTION ENTRE ENEDIS ET LA COMMUNE DE DINARD POUR LA MISE EN PLACE D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES SUR LES PARCELLES A 466, A 260 ET A 274, IMPASSE DES METAIRIES**

**Rapporteur : Frédéric SOHIER**

Dans le cadre du renforcement du réseau électrique de distribution publique, la Société Malouine de Pavage et de Terrassement (SMPT), mandatée par ENEDIS, prévoit des travaux de canalisations et de pose de bornes et coffrets dans le secteur de la métairies.

La Commune de Dinard, étant propriétaire des parcelles sur lesquelles les travaux vont être réalisés, il est nécessaire de formaliser une convention de servitude pour établir le passage des canalisations ainsi que la pose des coffrets.

Tous les frais, droits et honoraires sont à la charge d'ENEDIS.

Le projet de convention est consultable au service gestion foncière de la mairie aux horaires d'ouverture.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention de servitude entre la société ENEDIS et la Commune de Dinard,

Vu le courrier de demande en date du 3 avril 2026 pour la signature de la convention,

Vu l'avis favorable de la Commission urbanisme et travaux en date du 5 mai 2026,

Considérant l'intérêt public de permettre à l'entreprise SMPT de procéder aux travaux de qualité, de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique,

Considérant que les parcelles sur lesquelles ont lieu les travaux appartiennent à la Commune,

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

- **Article 1<sup>er</sup>** : Approuver le projet de convention de servitude entre ENEDIS et la Commune de Dinard autorisant le passage de câbles électriques et la pose de coffrets sur les parcelles A 466, A260 et A274, étant entendu que les frais afférents seront à la charge d'ENEDIS.

- **Article 2** : Autoriser le Maire ou le conseiller délégué à signer tous les documents relatifs à cette décision.

**AUTRES ACTES DE GESTION DU DOMAINE PUBLIC**

**CONVENTION ENTRE GRDF ET LA COMMUNE DE DINARD POUR LA MISE EN PLACE D'UNE INSTALLATION DE GAZ SUR LA PARCELLE K 548, RUE PICHOT**

**Rapporteur : Frédéric SOHIER**

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de dessert d'alimentation de gaz, la Société Malouine de Pavage et de Terrassement (SMPT), mandatée par GRDF, engage des travaux à l'angle des rues Pichot et de la Croix Guillaume.

La Commune de Dinard, étant propriétaire de la parcelle K 548 sur laquelle les travaux vont être réalisés, il est nécessaire de formaliser une convention de servitude pour le passage d'une canalisation de gaz.

Tous les frais, droits et honoraires sont à la charge de GRDF.

Le projet de convention est consultable au service gestion foncière de la mairie aux horaires d'ouverture.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention de servitude entre la société GRDF et la Commune de Dinard,

Vu le courrier de demande en date du 31 mars 2026 pour la signature de la convention,

Vu l'avis favorable de la Commission urbanisme et travaux en date du 5 mai 2026,

Considérant l'intérêt public de permettre à l'entreprise SMPT de procéder aux travaux de qualité, de desserte et d'alimentation du réseau de gaz de distribution publique,

Considérant que la parcelle sur laquelle a lieu les travaux appartient à la Commune,

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

- **Article 1<sup>er</sup>** : Approuver le projet de convention de servitude entre GRDF et la Commune de Dinard autorisant le passage de canalisations de gaz sur la parcelle K 548, étant entendu que les frais afférents seront à la charge de GRDF.

- **Article 2** : Autoriser le Maire ou le conseiller délégué à signer tous les documents relatifs à cette décision.

## **ACQUISITIONS**

### **ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE C 222p SISE CHEMIN DES GENETS APPARTENANT A LA SCI LA RABINE**

**Rapporteur : Frederic SOHIER**

L'acquisition, objet de la présente, est une partie d'environ 5 m<sup>2</sup> de la parcelle C 222 appartenant à la SCI LA RABINE représenté par Monsieur GENDROT. En effet, ce dernier en rénovant son bien et en voulant implanter une nouvelle clôture, a remarqué le mauvais alignement de la voie.

Il s'avère en effet qu'une partie de sa parcelle cadastrale se trouve être sous l'emprise de la voirie publique. Dans le cadre de la régularisation foncière, Monsieur GENDROT a proposé à la Commune de céder à titre gratuit la partie de son terrain correspondant à la voirie. Tous les frais afférents seront en charge de la Commune, y compris ceux du bornage restant à réaliser.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2241-1 relatif aux opérations immobilières de la Commune,

Vu le courrier de demande en date du 28 janvier 2026,

Vu le courrier d'acceptation du 3 avril 2026 sous réserve de l'avis du conseil municipal,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Travaux en date du 5 mai 2026,

Considérant l'intérêt pour la Commune d'acquérir la parcelle C 222p dans la mesure où il s'agit d'une régularisation foncière, cette dernière faisant d'ores et déjà partie de la voirie,

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

- **Article 1<sup>er</sup>** : Approuver l'acquisition, à titre gratuit, de la parcelle C 222p sise chemin des Genets d'une superficie d'environ 5 m<sup>2</sup> appartenant à SCI LA RABINE, étant entendu que les frais afférents à cette acquisition seront à la charge de la Commune.

- **Article 2** : Approuver son classement dans le domaine public communal.

- **Article 3** : Autoriser le Maire ou le conseiller délégué à signer tous les documents relatifs à cette cession.

<b>PROJET – O.J. N°17</b>
---------------------------

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

**COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX – TRAVAUX  
DE LA COMMISSION – ANNEE 2025**

**Rapporteur : Marie-Claire MERVIN**

En application des dispositions de l'article L 1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Maire ou son représentant, président de la commission consultative des services publics locaux (C.C.S.P.L.) doit présenter à l'assemblée délibérante, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par la commission au cours de l'année précédente.

Pour mémoire, il est rappelé ci-après la composition de cette commission, dont la création est obligatoire dans les communes de plus de 10 000 habitants, et son rôle :

**Composition :**

- Le Maire, Président ou son représentant,
- 4 membres du Conseil Municipal,
- 4 représentants d'associations locales.

**Rôle :**

- Consultation obligatoire sur tout projet de délégation de service public ou de tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière,
- Examen des rapports annuels établis par les délégataires des services délégués et bilan des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

En 2025, les travaux de la C.C.S.P.L., qui s'est réunie les 10 mars et 24 octobre 2025, portaient sur le principe de renouvellement des délégations de services publics des lots plages et sur l'examen des rapports annuels d'activités 2024, présentés ensuite aux séances du Conseil municipal du 20 novembre et du 15 décembre 2025.

Les comptes-rendus de ces séances sont joints à la présente délibération.

\_\_\_\_\_  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 1413-1 ;

Vu les comptes-rendus de la réunion de la Commission consultative des services publics locaux (C.C.S.P.L.) en date du 10 mars et du 24 octobre 2025 ;

Considérant que les travaux de ladite commission doivent être présentés au Conseil municipal ;

***Le Maire proposera au Conseil Municipal de prendre la décision suivante :***

**Article unique :** Prendre acte de la présentation des travaux réalisés par la C.C.S.P.L. pour l'année 2025.

**DECISIONS BUDGETAIRES**

**COMPTES FINANCIERS UNIQUES – EXERCICE 2025 – BUDGET PRINCIPAL ET ANNEXES DE LA COMMUNE DE DINARD**

**Rapporteur : Marie-Claire MERVIN**

Le compte financier unique, fusion des comptes administratifs et de gestion, a été mis en œuvre à Dinard pour la première pour l'exercice 2024 à titre expérimental.

La pratique du CFU est désormais intégrée pour Dinard et deviendra la norme pour toutes les collectivités pour l'exercice 206.

Ce document unique constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

En mettant davantage en exergue les données comptables aux côtés des données budgétaires, le CFU permet de mieux éclairer les assemblées délibérantes et peut ainsi contribuer à enrichir le débat démocratique sur les finances locales.

Les résultats, pour l'exercice 2025, sont présentés pour chaque budget tous mouvements (réels et Ordres). Chaque budget fait l'objet d'un CFU. Les CFU sont accompagnés d'un rapport de présentation, annexé à la délibération.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, les articles L 1612-12 et L 2121-31,

Vu les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et M49,

Vu la délibération n° 2026-003 du 2 mars 2026-020 approuvant le Budget Primitif de l'exercice 2026 avec reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025, pour l'ensemble des budgets,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Finances et investissements qui s'est tenue le 5 mai 2026 ;

Considérant la présentation des comptes de l'exercice, synthétisée comme suit :



<b>RÉSULTATS 2025 BUDGET PRINCIPAL COMMUNE DE DINARD</b>	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes (réalisations)	34 984 379,89	14 460 196,73	49 444 576,62
Dépenses (réalisations)	31 637 208,01	18 396 491,39	50 033 699,40
<b>Résultat de l'exercice 2025</b>	<b>3 347 171,88</b>	<b>-3 936 294,66</b>	-589 122,78
Report de l'exercice 2024		6 088 997,76	6 088 997,76
<b>Résultat cumulé 2025</b>	<b>3 347 171,88</b>	<b>2 152 703,10</b>	
Restes à réaliser :			
Recettes		2 312 714,99	
Dépenses		3 032 674,99	
<b>Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2025 corrigé des RAR</b>	<b>3 347 171,88</b>	<b>1 432 743,10</b>	<b>4 779 914,98</b>

<b>RÉSULTATS 2025 BUDGET ANNEXE SERVICE DES EAUX</b>	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes (réalisations)	1 289 543,90	272 031,28	1 561 575,18
Dépenses (réalisations)	1 076 620,36	569 969,08	1 646 589,44
<b>Résultat de l'exercice 2025</b>	<b>212 923,54</b>	<b>-297 937,80</b>	-85 014,26
Report de l'exercice 2024	-237 739,13	1 252 064,37	1 014 325,24
<b>Résultat cumulé 2025</b>	<b>-24 815,59</b>	<b>954 126,57</b>	
Restes à réaliser :			
Recettes		34 193,90	
Dépenses		57 249,60	
<b>Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2025 corrigé des RAR</b>	<b>-24 815,59</b>	<b>931 070,87</b>	<b>906 255,28</b>

<b>RÉSULTATS 2025 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT</b>	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes (réalisations)	1 398 972,77	1 307 369,48	2 706 342,25
Dépenses (réalisations)	1 107 201,13	1 965 783,80	3 072 984,93
<b>Résultat de l'exercice 2025</b>	<b>291 771,64</b>	<b>-658 414,32</b>	-366 642,68
Report de l'exercice 2024		-247 106,92	-247 106,92
<b>Résultat cumulé 2025</b>	<b>291 771,64</b>	<b>-905 521,24</b>	
Restes à réaliser :			
Recettes		648 860,94	
Dépenses		55 159,70	
<b>Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2025 corrigé des RAR</b>	<b>291 771,64</b>	<b>-311 820,00</b>	<b>-20 048,36</b>

<b>RÉSULTATS 2025 BUDGET ANNEXE PORT PUBLIC</b>	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes (réalisations)	878 276,90	2 201 801,59	3 080 078,49
Dépenses (réalisations)	824 463,32	2 067 468,40	2 891 931,72
<b>Résultat de l'exercice 2025</b>	<b>53 813,58</b>	<b>134 333,19</b>	188 146,77
Report de l'exercice 2024		383 777,62	
<b>Résultat cumulé 2025</b>	<b>53 813,58</b>	<b>518 110,81</b>	
Restes à réaliser :			
Recettes			
Dépenses		59 418,60	
<b>Résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2025 corrigé des RAR</b>	<b>53 813,58</b>	<b>458 692,21</b>	<b>512 505,79</b>

<b>RÉSULTATS 2025 BUDGET ANNEXE DFFB</b>	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes (réalisations)	667 230,63		
Dépenses (réalisations)	631 503,64		
<b>Résultat de l'exercice 2025</b>	<b>35 726,99</b>		
Report de l'exercice 2024	4343,78		
<b>Résultat cumulé 2025</b>	<b>40 070,77</b>		

***Monsieur le Maire s'étant retiré, la Présidente de séance proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

**Article 1<sup>er</sup>** : Donner acte de la présentation du CFU 2025 pour le budget principal et ses budgets annexes,

**Article 2** : Arrêter, pour l'année 2025, les résultats définitifs des comptes financiers uniques de la commune comme suit :

- Pour le budget principal, 3 347 171.88 € pour la section de fonctionnement (résultat cumulé excédentaire à affecter) et 1 432 743.10 € pour la section d'investissement
- Pour le budget annexe du service des eaux, -24 815.59 € pour la section de fonctionnement (résultat cumulé déficitaire à reporter) et 931 070.87 € pour la section d'investissement
- Pour le budget annexe de l'assainissement, 291 771.64 € pour la section de fonctionnement (résultat cumulé excédentaire à affecter) et - 311 820 € pour la section d'investissement
- Pour le budget annexe du port public, 53 813.58 € pour la section de fonctionnement (résultat cumulé excédentaire à affecter) et 458 692.21 € pour la section d'investissement
- Pour le budget annexe du Dinard Festival du Film Britannique, 40 070.77 € pour la section de fonctionnement (résultat cumulé excédentaire à affecter)

**Article 3** : Approuver les comptes financiers uniques de l'exercice 2025 du budget principal et des budgets annexes de la Commune de DINARD.

## PROJET – O.J. N°19

### DECISIONS BUDGETAIRES

#### AFFECTATION DES RÉSULTATS – EXERCICE 2025 – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES DE LA COMMUNE DE DINARD

**Rapporteur : Marie-Claire MERVIN**

L'affectation des résultats de l'exercice N-1 s'effectue à la clôture de l'exercice, après le vote des comptes financiers uniques.

Seul le résultat excédentaire de la section de fonctionnement au titre des réalisations du compte administratif fait l'objet d'une affectation par décision de l'assemblée délibérante. Le résultat à affecter est le résultat cumulé, c'est-à-dire le résultat de l'exercice N-1 tenant compte du report du résultat de fonctionnement de l'exercice N-2.

L'affectation de résultat doit au moins couvrir le besoin de financement de la section d'investissement N-1, tel qu'il apparaît au compte administratif. Il correspond au cumul du résultat d'investissement de clôture et du solde des restes à réaliser (déficit ou excédent).

Le solde d'exécution de la section d'investissement du compte administratif est purement et simplement reporté, quel qu'il soit, en section d'investissement sur la ligne budgétaire du budget primitif

---

Vu le Code général des collectivités territoriales, et en particulier les articles L 1612-12, L 2121-14, L 2121-31, L 2311-5, L 2313-1, R 2311-11 et R 2311-12,

Vu les instructions budgétaires et comptables et M57, M4 et M49,

Vu les comptes financiers uniques de l'exercice 2025 dressés conjointement par l'ordonnateur et le Comptable public,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la Commission finances et investissements qui s'est tenue le 5 mai 2026 ;

Considérant les résultats présentés par les sections de fonctionnement et d'investissement de chaque budget de la commune, et les éventuels besoins de financement présentés compte-tenu des soldes des restes à réaliser,

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

**Article unique** : Affecter les résultats de fonctionnement comme suit :

**Pour le budget principal :**

La totalité de l'excédent de la section de fonctionnement, soit 3 347 171.88 €, à la section d'investissement, en recettes, sur la ligne codifiée « 1068 – Excédents de fonctionnement capitalisés » du budget supplémentaire 2026

Pour le budget annexe du service des eaux :

Le déficit de la section de fonctionnement, soit 24 815.59 €, à la section de fonctionnement, en dépenses, sur la ligne codifiée « 002 – Résultat d'exploitation reporté » du budget supplémentaire 2026

Pour le budget annexe de l'assainissement :

La totalité de l'excédent de la section de fonctionnement, soit 291 771.64 €, au compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » du budget 2026

Pour le budget annexe du port public :

La totalité de l'excédent de la section de fonctionnement, soit 53 813.58 €, au compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » du budget 2026

Pour le budget annexe du Dinard Festival du Film Britannique :

La totalité de l'excédent de la section de fonctionnement, soit 40 077.77 €, à la section de fonctionnement, en recettes, sur la ligne codifiée « 002 – Résultat d'exploitation reporté » du budget 2026

## **DECISIONS BUDGETAIRES**

### **ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP)**

#### **Rapporteur : Marie-Claire MERVIN**

Conformément au Code général des collectivités territoriales, les dépenses d'investissement peuvent faire l'objet d'une gestion en autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP). Les AP correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation. Chaque AP comporte une répartition prévisionnelle par exercice des CP correspondants.

Cette procédure formalise et visualise une dépense dont le paiement s'étendra sur plusieurs exercices sans en faire supporter l'intégralité à son budget en risquant de devoir mobiliser ou prévoir la mobilisation d'emprunts par anticipation.

Les AP sont définies comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour financer les investissements. Elles peuvent être révisées en volume global mais aussi au niveau des crédits de paiement pour coller plus étroitement à la réalité de l'avancement du projet et des dépenses y afférentes.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2311-3 et R 2311-9, et le décret 97-175 du 20 février 1997,

Vu les délibérations n°2023-152 et n°2023-154 du 19 septembre 2023 adoptant l'instruction codificatrice M57 et le règlement budgétaire et financier de la commune,

Vu la délibération n°2024-054 du 18 mars 2024 relative à la création de l'autorisation de programme et des crédits de paiement pour le dragage du port,

Vu la délibération 2026-022 du 2 mars 2026 portant actualisation des AP/CP pour 2026,

Vu l'avis favorable à la majorité de la Commission finances et investissements du 5 mai 2026 ;

Considérant la nécessité d'ajuster la répartition des crédits de paiement au réalisé, selon le planning prévisionnel de facturation et selon l'avancée des études et travaux,

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

**Article 1er** : Approuver l'actualisations d'une autorisation de programme (AP) et crédits de paiement (CP) telles que présentée ci-dessous :

Budget principal :

➤ Création du complexe événementiel et sportif Paul Audrin (AP 202302)

	Création d'AP	Modification d'AP	Modification d'AP	Modification d'AP	Modification d'AP
	11/12/2023	18/03/2024	27/01/2025	24/02/2026	20/05/2026
	<i>DM 4 - 2023</i>	<i>BP 2024</i>	<i>BP 2025</i>	<i>BP 2026</i>	<i>BS 2026</i>
<b>Montant global (AP)</b>	<b>4 125 293.11</b>	<b>4 125 293.11</b>	<b>4 125 293.11</b>	<b>4 125 293,10</b>	<b>4 274 965,47</b>
<b>CP 2023</b>	91 116.73	0.00	0.00	0,00	0,00
<b>CP 2024</b>	1 881 466.46	1 972 583.19	720 846.19	720 846,19	720 846,19
<b>CP 2025</b>	2 152 709.92	2 152 709.92	2 791 779.00	1 737 166,29	1 737 166,29
<b>CP 2026</b>			612 667.92	1 667 280,62	1 816 952,99

Cet ajustement de l'AP est rendu nécessaire par des dépenses de travaux supplémentaires, principalement ciblées sur les lots gros œuvre et VRD et d'une évolution plus importante que prévue des indices de révisions de prix. La rémunération définitive du maître d'œuvre, calée sur la base des études d'Avant-Projet Définitif, est également intégrée.

Rappelons que l'AP/CP avait été ouverte en décembre 2023, sur la base des chiffrages de l'étude d'Avant-Projet Sommaire.

Budget annexe :

➤ Port public - Dragage du port (AP 202402)

	Création d'AP	Modification d'AP	Modification d'AP	Modification d'AP	Modification d'AP
	18/03/2024	27/01/2025	23/06/2025	02/03/2026	20/05/2026
	<i>BP 2024</i>	<i>BP 2025</i>	<i>DM1 2025</i>	<i>BP 2026</i>	<i>BS 2026</i>
<b>Montant global (AP) - HT</b>	<b>3 746 500.00</b>	<b>2 395 000.00</b>	<b>2 235 000.00</b>	<b>1 979 415,78</b>	<b>2 022 564,48</b>
<b>CP 2024</b>	330 000.00	1 396.73	1 396.73	1 396,73	1 396,73
<b>CP 2025</b>	1 700 000.00	2 348 603.27	2 188 603.27	1 848 019,05	1 848 019,05
<b>CP 2026</b>	1 716 500.00	15 000.00	15 000.00	130 000,00	173 148,70

Cette actualisation est rendue nécessaire par l'ajustement (intégration des restes à réaliser dans les dépenses d'investissement) des opérations de dragage du Port.

**Article 2 :** Autoriser le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents s'y rapportant.

## PROJET – O.J. N°21

### DECISIONS BUDGETAIRES

### BUDGET SUPPLEMENTAIRE – EXERCICE 2026 – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES DE LA COMMUNE DE DINARD

**Rapporteur : Marie-Claire MERVIN**

Dans le prolongement du débat d'orientations budgétaires du 27 janvier 2026, le budget primitif 2026 de la Ville de Dinard a été voté le 2 mars 2026 par délibération n°2026-022.

Il s'agit désormais d'intégrer les résultats définitifs de l'exercice 2025 validés par les comptes financiers uniques et d'ajuster les crédits en conséquence.

Le budget supplémentaire affecte ses résultats définitifs conformément à la délibération d'affectation des résultats.

- le budget supplémentaire est construit à partir de la nomenclature comptable M57 depuis l'exercice 2024 ;
- les budgets annexes du service des eaux, de l'assainissement, du port public et du Dinard festival du film britannique sont construits à partir de la nomenclature comptable M4 ou de sa déclinaison M49 ;
- une partie des dépenses d'investissement est gérée dans le cadre d'autorisations de programme et de crédits de paiement.

À titre d'information, le budget supplémentaire 2026 s'établit comme suit :

#### Budget Principal – Ville (M57)

FONCTIONNEMENT	BP 2026	RAR(11)2025	RESULTAT PROVISOIRE 2025	TOTAL BP	RESULTAT DEFINITIF	AJUSTEMENT INTEGRATION RESULTAT DEFINITIF 2025	NATURE DES INSCRIPTIONS	TOTAL BS
	(VOTE)							
Recettes	35 345 737,70		3 428 858,43	38 774 596,13	3 347 171,88*	- 3 428 858,43	inscrit au 002	35 345 737,70
Dépenses	38 774 596,13			38 774 596,13		- 3 428 858,43	inscrit au 023	35 345 737,70
INVESTISSEMENT	BP 2026	RAR(11)2025	RESULTAT 2025(2)	TOTAL	RESULTAT DEFINITIF	AJUSTEMENT INTEGRATION RESULTAT DEFINITIF 2025	NATURE DES INSCRIPTIONS	TOTAL BS
	(VOTE)							
Recettes	18 990 549,73	2 312 714,99	2 430 973,42	23 734 238,14	1 432 743,10	- 998 230,32	inscrit au 001	22 654 321,27
Recettes						- 3 428 858,43	inscrit au 021	
Recettes						3 347 171,88	inscrit au 1068	
Dépenses	18 548 339,42	3 032 674,99		21 581 014,41		149 672,37	chapitre 23 pour opération 202302 compexe Audrin	21 730 686,78
Total BP 2026				62 508 834,27		Total BS 2026		57 076 424,48
* le résultat excédentaire de la SF est basculé pour financer l'investissement en totalité au compte 1068								

[1] Reste à réaliser

[2] Cumul reporté au 31/12/N-1. Si inscrit en dépenses, report déficitaire ; si inscrit en recettes, report excédentaire



## Budget Annexe - Service des Eaux

FONCTIONNEMENT	BP 2026	RAR 2025	RESULTAT PROVISOIRE 2025	TOTAL	RESULTAT DEFINITIF	AJUSTEMENT INTEGRATION RESULTAT DEFINITIF 2025	NATURE DES INSCRIPTIONS	TOTAL BS
	(VOTE)							
Recettes	1 300 500,00	-	-	1 300 500,00				1 300 500,00
Dépenses	1 275 431,71	-	25 068,29	1 300 500,00	24 815,59	- 252,70	002	1 300 500,00
Dépenses						252,70	023	
INVESTISSEMENT	BP 2026	RAR 2025	RESULTAT 2025	TOTAL	RESULTAT DEFINITIF	AJUSTEMENT INTEGRATION RESULTAT DEFINITIF 2025	NATURE DES INSCRIPTIONS	TOTAL BS
	(VOTE)							
Recettes	275 496,71	34 193,90	930 198,77	1 239 889,38	931 070,87	252,70	021	1 241 014,18
Recettes						872,10	001	
Recettes								
Dépenses	1 182 639,78	57 249,60	-	1 239 889,38		1 124,80	21531	1 241 014,18
Dépenses								
Total BP 2026				2 540 389,38		Total BS 2026		2 541 514,18

## Budget Annexe – Assainissement

Budget de l'assainissement								
FONCTIONNEMENT	BP 2026	RAR 2025	RESULTAT PROVISOIRE 2025	TOTAL	RESULTAT DEFINITIF	AJUSTEMENT INTEGRATION RESULTAT DEFINITIF 2025	NATURE DES INSCRIPTIONS	TOTAL BS
	(VOTE)							
Recettes	1 648 000,00	-	*155 464,96	1 648 000,00	291 771,64	136 306,88*	002	1 648 000,00
Dépenses	1 648 000,00	-	-	1 648 000,00				1 648 000,00
INVESTISSEMENT	BP 2026	RAR 2025	RESULTAT 2025	TOTAL	RESULTAT DEFINITIF	AJUSTEMENT INTEGRATION RESULTAT DEFINITIF 2025	NATURE DES INSCRIPTIONS	TOTAL BS
	(VOTE)							
Recettes	2 474 914,76	648 860,94	-	3 123 775,70		- 622 764,31	13111	2 637 318,07
Recettes						136 306,68	1068	
Dépenses								
Dépenses	2 270 338,37	55 159,70	798 277,63	3 123 775,70	311 820,00	- 486 457,63	001	2 637 318,07
Dépenses								
Total BP 2026				4 771 775,70		Total BS 2026		4 285 318,07

## Budget Annexe – Port public

FONCTIONNEMENT	BP 2026	RAR 2025	RESULTAT PROVISOIRE 2025	TOTAL	RESULTAT DEFINITIF	AJUSTEMENT INTEGRATION RESULTAT DEFINITIF 2025	NATURE DES INSCRIPTIONS	TOTAL BS
	(VOTE)							
Recettes	971 780,00	-	118 206,66	1 089 986,66	53 813,58*	- 118 206,66	002	971 780,00
Dépenses	1 089 986,66	-	-	1 089 986,66		- 118 206,66	023	971 780,00
INVESTISSEMENT	BP 2026	RAR 2025	RESULTAT 2025	TOTAL	RESULTAT DEFINITIF	AJUSTEMENT INTEGRATION RESULTAT DEFINITIF 2025	NATURE DES INSCRIPTIONS	TOTAL BS
	(VOTE)							
Recettes	454 883,66	-	518 110,81	972 994,47	458 692,21	- 59 418,60	001	849 182,79
Recettes						- 118 206,66	021	
Recettes						53 813,58	1068	
Dépenses	913 575,87	59 418,60	-	972 994,47		- 123 811,68	2318	849 182,79
Total BP 2026				2 062 981,13		Total BS 2026		1 820 962,79

\* le résultat excédentaire de la SF est basculé pour financer l'investissement en totalité au compte 1068

### **Budget Annexe – Dinard Festival du Film Britannique**

FONCTIONNEMENT	BP 2026	RAR 2025	RESULTAT PROVISOIRE 2025	TOTAL	RESULTAT DEFINITIF	AJUSTEMENT INTEGRATION RESULTAT DEFINITIF 2025	NATURE DES INSCRIPTIONS	TOTAL BS
	(VOTE)							
Recettes	652 900,00	-	40 075,12	692 975,12	40 077,77	- 4,35	6063	692 970,77
Dépenses	692 975,12	-	-	692 975,12		- 4,35	002	692 970,77

Le détail du budget supplémentaire figure dans les maquettes budgétaires ci-annexées.

Pour mémoire, et conformément aux possibilités offertes par la nomenclature M57, le Conseil municipal a délégué au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel et dans une limite fixée à 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

En cas d'utilisation de cette délégation, le Maire informera l'Assemblée délibérante de ces mouvements lors de la séance la plus proche.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2312-1 et suivants, ainsi que l'article L.5217-10-4 ;

Vu les instructions budgétaires et comptables M57, M49 et M4 ;

Vu la délibération n°2023-154 du 19 septembre 2023 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier de la Ville de Dinard ;

Vu la délibération n°2026-003 du 27 janvier 2026 relative à la tenue du débat sur les orientations budgétaires 2025 ;

Vu la délibération n° 2026-022 du 2 mars 2026 relative au la vote du BP 2026 ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Finances et investissements du 5 mai 2026 ;

Vu la délibération du 27 mai 2026 n° XXX adoptant les comptes financiers uniques de la collectivité ;

Vu la délibération du 27 mai 2026 n°XXX prenant acte de l'affectation des résultats de l'exercice 2025

Vu les maquettes budgétaires, ci-annexées ;

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

**Article 1<sup>er</sup>** : Adopter par chapitre et dans toutes ses dispositions le budget supplémentaire 2026 du budget principal de la ville de Dinard ainsi que ses budgets annexes du service des eaux, de l'assainissement, du port public et du Dinard Festival du Film Britannique.

**Article 2** : Autoriser le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents s'y rapportant.

## PROJET – O.J. N°22

### MARCHES PUBLICS

#### ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIF A LA FOURNITURE DE CARBURANT POUR LES SERVICES DE LA COMMUNE – LOT 4 GASOIL ET SANS PLOMB PAR CARTES ACCREDITIVES - MARCHÉ 2026-01 BUDGET FONCTIONNEMENT COMMUNE et PORT

#### Rapporteur : Frédéric SOHIER

Un appel d'offre relatif à la fourniture de carburant a été lancé le 6 janvier 2026, sous la forme d'un accord cadre à bons de commande d'un an, reconductible 3 fois, en application des articles R2124-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est décomposé en 4 lots, aux volumes maximums annuels répartis de la façon suivante :

Lot 1 – Gasoil	.....	15 000 l/an
Lot 2 – Super sans plomb 95	.....	95 000 l/an
Lot 3 – Gasoil non routier	.....	30 000 l/an
Lot 4 – Gasoil par carte	.....	50 000 l/an
Lot 4 – Super sans plomb par carte	.....	15 000 l/an
Soit sur la totalité du marché	.....	820 000 l.

Les lots 1, 2 et 3, qui prévoient la fourniture de carburant pour les cuves situées dans les services garage, port public et propreté urbaine ont fait l'objet d'une délibération d'attribution, approuvée au conseil municipal du 2 mars 2026.

Les lots ont été notifiés le 20 mars 2026 pour un début de prestation le 4 avril 2026.

Le lot 4 n'avait pas été attribué car des éléments complémentaires étaient nécessaires afin de finaliser l'analyse et la soumettre à la commission d'appel d'offres.

Ce lot prévoit l'approvisionnement en carburant, gasoil et sans plomb 95 ou 98 (E10 proscrit) par cartes accréditives directement à la pompe.

Ce lot est mono-attributaire.

Après réception des éléments complémentaires nécessaires à l'analyse, et à l'issue de la consultation prenant fin le 5 février 2026, 4 offres ont été reçues :

Pour le lot 4 :

- ◆ TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE
- ◆ IMPACT
- ◆ GREENWAY
- ◆ BRETECHE OUEST

Après présentation et analyse des offres établie par le Directeur Bâtiments Logistique, la Commission d'appel d'offres qui s'est réunie en Mairie le 29 avril 2026 a décidé d'attribuer le lot 4

de l'accord-cadre pour la fourniture de gasoil, de super sans plomb 95 et 98 (E10 proscrit), à l'entreprise :

- ♦ TOTAL ENERGIES MARKETING France pour :
  - un montant de rabais, opéré sur la facture, de ----- 0,035 €/l,
  - un prix de cartes de -----20 € HT / l'unité/an,
  - des frais de gestions de -----0 %.

La présente délibération concerne l'attribution du lot 4 de cet accord cadre à l'entreprise ci-dessus.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1531.1,

Vu le Code de la commande publique, (ordonnance 2018-074 du 26 novembre 2018 et décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018) ;

Vu la délibération 2026-023 du conseil municipal du 2 mars 2026 ;

Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 29 avril 2026 ;

Considérant la nécessité de permettre le retrait de carburant à la pompe pour les véhicules de la flotte automobile de la Collectivité ainsi que pour les engins municipaux.

***Le Maire proposera au Conseil Municipal de prendre les décisions suivantes :***

**Article 1<sup>er</sup>** : Approuver la décision de la Commission d'appel d'offres sur le choix de l'entreprise retenue pour le lot 4 « Fourniture de gasoil et super sans plomb 95 et 98 (E10 proscrit) » :

- ♦ TOTAL ENERGIES MARKETING France pour
  - un montant de rabais, opéré sur la facture, de ----- 0,035 €/l,
  - un prix de cartes de -----20 € HT / l'unité/an,
  - des frais de gestions de -----0 %.

**Article 2** : Autoriser le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cet accord-cadre, au nom de la Commune.

## PROJET – O.J. N°23

### MARCHÉS PUBLICS

#### ATTRIBUTION MARCHÉ RELATIF A L'EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, VENTILATION ET CLIMATISATION DE LA VILLE DE DINARD - (2026-06) - INVESTISSEMENT

**Rapporteur : Frédéric SOHIER**

Un marché d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation de certains bâtiments de la Ville de Dinard a été lancé le 20 février 2026 sous forme de procédure formalisée, en application de l'article R2124-2 1° du Code de la commande publique.

Les installations de chauffage, climatisation et ventilation de 10 bâtiments communaux sont entretenues au moyen d'un contrat de prestation de service. Ce contrat pluriannuel ayant pris fin mi-avril, il est proposé de le renouveler pour une durée de base de 3 ans, pouvant être étendue à 5 ans.

Les installations techniques des nouvelles tribunes et des futures serres ont été ajoutées au périmètre initial.

Les sites concernés par ce marché sont les suivants :

N°	Site	Energie
1	Hôtel de Ville – Mairie	Gaz naturel
2	Ateliers municipaux	Gaz naturel
3	Ecole Jules Verne	Gaz naturel
4	Cantine scolaire Debussy	Gaz naturel
5	Médiathèque	PAC (pompe à chaleur) et gaz naturel
6	Salle Stéphan Bouttet	Electricité
7	Palais des arts et du festival	Réseau technique
8	Piscine municipale	Gaz naturel
9	COSEC 1	Gaz naturel
10	COSEC 2	Gaz naturel
11	Tribunes stade Paul Audrin	Electricité
12	Serres municipales	Electricité

Par ailleurs, le nouveau contrat intègre une variante de pilotage du chauffage et d'intéressement au gain d'énergie pour la médiathèque, la piscine actuelle, le Palais des Arts et du Festival ainsi que les COSEC 1 et 2. A ce titre, l'entreprise par un entretien soigné et une vigilance accrue sur les réglages s'engage à obtenir des gains de consommation sur lesquels elle récupèrera 50% de la valeur financière.

Le marché comporte deux tranches optionnelles (TO) qui permettent d'améliorer la sécurité et les rendements énergétiques des installations. Si elles sont retenues, elles seront affermies par ordre de service durant les 3 premières années du marché :

- TO n°1 : Fourniture et installation de bruleur modulant pour la chaudière n°2 de la piscine (site n°8) ;
- TO n°2 : Fourniture et installation de bruleur modulant pour la chaudière principale du COSEC (site n°9).

La Collectivité a la possibilité de ne pas les retenir.

A l'issue de la consultation prenant fin le 23 mars 2026, quatre offres ont été reçues :

- ◆ IDEX ENERGIES
- ◆ ENGIES ENERGIE SERVICES
- ◆ SOCIETE MISSENARD QUIN B
- ◆ OCEATEC MAINTENANCE (EMALEC BRETAGNE)

Après présentation et analyse des offres établie par l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage SAGE ENERGIE, la Commission d'appel d'offres qui s'est réunie en Mairie le 29 avril 2026 a décidé d'attribuer le marché au prestataire suivant :

- ◆ IDEX ENERGIES, pour un montant
  - d'offre variante de -----144 839,17 € HT,
  - de tranche optionnelle 1 de ----- 10 991,15 € HT,
  - de tranche optionnelle 2 de -----6 094,95 € HT.

\_\_\_\_\_

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1531.1 ;

Vu le Code de la commande publique, (ordonnance 2018-074 du 26 novembre 2018 et décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018) ;

Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 29 avril 2026 ;

Considérant la nécessité de réaliser l'exploitation et la maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation des bâtiments de la Ville de Dinard ;

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre la décision suivante :***

**Article 1<sup>er</sup> : Approuver** la décision de la commission d'appel d'offres d'attribuer le marché à IDEX ENERGIE pour un montant :

- d'offre variante de -----144 839,17 € HT,
- de tranche optionnelle 1 de ----- 10 991,15 € HT,
- de tranche optionnelle 2 de -----6 094,95 € HT.

Pour une durée de 3 ans, reconductible (hors tranches optionnelles) 2 fois par période de 1 an (par décision expresse du pouvoir adjudicateur).  
Soit une durée maximale de 5 ans.

**Article 2 : Autoriser** le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents afférents à ce marché au nom de la Commune.

## PROJET – O.J. N°24

### MARCHES PUBLICS

#### ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES SERRES ET BATIMENTS TECHNIQUES – RELANCE DU LOT 19 DU MARCHÉ 2025-29 : PROCEDURE 2026-04 19 BUDGET COMMUNE -SECTION INVESTISSEMENT

#### Rapporteur : Catherine CABOT

Un marché en procédure adaptée relatif aux travaux de construction des serres et bâtiments techniques a été lancé le 26 mai 2025, sous la forme d'un marché ordinaire, en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique.

Par délibération n°2025/205, 16 lots ont été attribués lors du Conseil municipal du 15 décembre : les lots 1 à 16.

Le lot 17 a été attribué par délibération n°2026/025 lors du Conseil municipal du 2 mars 2026.

Le lot 19 serres horticoles avait été déclaré sans suite.

Ce lot a fait l'objet d'une relance en procédure adaptée le 28 janvier 2026, conformément au Code de la commande publique.

Après présentation et analyse établie par le maître d'œuvre, le Cabinet BRA, la Commission de suivi des contrats, réunie le 29 avril 2026, a décidé d'attribuer le lot 19 Espaces verts – paysages à l'entreprise SA Eric LEQUERTIER pour un montant d'offre de base de 23 553,68 € HT soit 28 264,42 TTC.

La présente délibération concerne donc :

L'attribution du marché pour le lot 19 ci-dessous, à l'entreprise retenue, détaillée comme suit :

N° lot	Désignation	Entreprise	Montant Offre base (en € HT)	Montant Offre base (en € TTC)
19	ESPACES VERTS - PAYSAGE	SA Eric LEQUERTIER	23 553,68	28 264,42

---

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1531.1,

Vu le Code de la commande publique, (ordonnance 2018-074 du 26 novembre 2018 et décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018) ;

Vu la délibération n°2025-205 du 15 décembre 2025 ;



Vu l'avis favorable et à l'unanimité de la Commission de Suivi des Contrats de la Commande Publique du 29 avril 2026 ;

Considérant la nécessité de construire de nouvelles serres et bâtiments à l'usage des services techniques ;

***Le Maire proposera au Conseil Municipal de prendre les décisions suivantes :***

**Article 1er** : Attribuer le lot Espaces verts - paysage à l'entreprise SA Eric LEQUERTIER pour un montant d'offre de base de 23 553,68 € HT soit 28 264,42 TTC.

**Article 2** : Autoriser le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à ce marché, au nom de la Commune.

**PROJET – O.J. N°25**

**MARCHES PUBLICS**

**MODIFICATION N° 4 AU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION  
D'UNE TRIBUNE AU STADE PAUL AUDRIN POUR LES LOTS : 1, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14  
ET MODIFICATION N° 5 POUR LES LOTS : 2, 5 ET 15**

**Rapporteur : Frédéric SOHIER**

Un marché de travaux a été attribué pour la reconstruction de la tribune du stade Paul Audrin en procédure adaptée, conformément à l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique.

Des modifications techniques et des adaptations sont apparues en cours de chantier qui nécessitent la passation d'avenants pour 13 des 17 lots du marché, pour les montants indiqués ci-dessous :

N° lot	Désignation	Entreprises	Montant € HT Lot	Montant € HT Avenant	% d'augmentation
1	Terrassement – VRD – Aménagements extérieur – Avenant 4	CCE Département TP	297 084,50	25 208,30	8,48323
2	Gros-œuvre – Avenant 5	MARC SA	639 271,59	20 856,89	3,262603
4	Etanchéité – Avenant 4	DENIEL ETANCHEITE	166 340,00	2 650,00	1,59312
5	Menuiseries extérieures en aluminium – Avenant 5	SOMEVAL	168 792,94	-9 180,00	-5,43862
6	Serrurerie – Avenant 4	GIRARD HERVOUET	126 721,86	13 922,88	10,98696
7	Doublages/Cloisons/Isolation – Avenant 4	BREL	75 648,31	2 700,61	3,56995
8	Faux-plafonds – Avenant 4	BREL	77 942,75	-1 799,50	-2,308745
9	Menuiseries intérieures bois – Avenant 4	BEL AIR MENUISERIE	141 442,50	9 740,02	6,886204
10	Parquet – Avenant 4	LA PARQUETERIE VITRE	38 735,00	-4 777,41	-12,33357
11	Chape/Carrelage/Faïence – Avenant 4	BREL	90 479,83	15 691,40	17,342428
12	Peinture/sols souples/nettoyage – Avenant 4	EMERAUDE PEINTURE	76 000,00	-28 890,45	-38,01375
14	Sièges gradin – Avenant 4	BERTELE	16 056,00	-663,24	-4,1308

15	Chauffage/Climatisation/ Ventilation/Plomberie – Avenant 5	CVC EMERAUDE	249 919,07	1 481,60	5,08943
	TOTAL HT Lots avenantés :		<b>2 164 434,35</b>	<b>46 941,10</b>	
	TOTAL HT Autres lots :		<b>751 476,74</b>		
	TOTAL HT Marché :		<b>2 962 852,19</b>	<b>46 941,10</b>	<b>1,609826</b>

Le montant des avenants s'établit à 46 941,10 € HT.

Le nouveau montant du marché, initialement d'un montant de 2 863 185,36 € HT qui a été porté à 2 915 911,09 € HT par avenants n° 1 pour les lots 2, 3, 5, 15 et 16 d'un montant de 52 725,73 € HT, augmente désormais le montant du marché à 2 962 852,19 € HT, ce qui représente 3,4809772 % d'augmentation.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1531.1 ;

Vu le Code de la Commande publique (ordonnance du 26 novembre 2018 et décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018) relatif aux marchés publics pris en application de l'ordonnance n°2018 du 26 novembre 2018 ;

Vu la délibération n°2024-144 en date du 22/07/2024 relative à l'attribution du marché de travaux pour la construction d'une tribune au stade Paul Audrin ;

Vu la délibération n°2025-140 en date du 09/09/2025 relative à l'approbation des avenants n° 1 pour les lots 2, 3, 5, 15 et 16 du marché de travaux pour la construction d'une tribune au stade Paul Audrin ;

Vu l'avis favorable de la Commission de suivi des contrats du 29 avril 2026 ;

Considérant la nécessité de réaliser ces travaux supplémentaires ;

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre les décisions suivantes :***

**Article 1<sup>er</sup>** : Approuver la décision de la Commission de suivi de contrats concernant l'approbation des avenants pour les lots 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14 et 15 aux entreprises ci-dessus et pour les montants indiqués ;

**Article 2** : Autoriser le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents afférents à ces avenants.

## PROJET – O.J. N°26

### MARCHES PUBLICS

#### MODIFICATION N° 1 AU MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE L'AVENUE EDOUARD VII – LOT 1: VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - (2024-66) - BUDGET INVESTISSEMENT

#### Rapporteur : Frédéric SOHIER

Un marché de travaux pour la requalification de l'avenue Edouard VII a été lancé le 29 octobre 2024 sous forme de procédure adaptée, en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique. Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan Marshall de la voirie mis en place par la Ville.

Des modifications techniques et des adaptations sont apparues en cours de chantier, induisant de la plus-value qui nécessitent la passation d'un avenant pour le lot 1.

Ces travaux de requalification présentent une plus-value suite à la décision prise par l'Architecte des Bâtiments de France. Ce dernier souhaite une continuité de bordures en granites neuves sur la partie Ouest de l'avenue Edouard VII à partir du carrefour Edouard VII/Boulevard Lhotelier, à la place de bordures de granites de réemploi, initialement prévues au marché.

Sur les rues adjacentes, des travaux (Boulevard Lhotelier et rue Dunant) ont été nécessaires au regard de l'état de la voirie et des problématiques qui impacteraient les travaux prévus au marché.

Les travaux de la rue Clos du Roy et l'amorce de la rue de la vallée, incluant le carrefour de la place de la République, liés aux travaux d'assainissement et d'eaux pluviales (mis en séparatif), non prévus au marché initial, ont également été nécessaires.

Le montant de l'avenant s'établit à 143 656,41 € HT.

Le nouveau montant du marché, initialement d'un montant de 3 666 411,38 € HT est porté à 3 810 067,79 € HT, ce qui représente 3,9181748 % d'augmentation

---

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1531.1,

Vu le Code de la commande publique, (ordonnance 2018-074 du 26 novembre 2018 et décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018),

Vu la délibération n°2025-022 en date du 27/01/2025 relative à l'attribution du marché de travaux de requalification de l'Avenue Edouard VII ;

Vu l'avis favorable et à l'unanimité de la Commission de suivi des contrats du 29 avril 2026 ;

Considérant la nécessité de réaliser ces travaux supplémentaires ;

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre la décision suivante :***

**Article 1<sup>er</sup>** : Approuver la décision de la commission de suivi de contrats concernant l'approbation de l'avenant pour le lot 1 à l'entreprise EVEN – 3 Bis rue de l'Industrie – 35730 PLEURTUIT pour un montant de 143 656,41 € HT soit 172 387,69 € TTC

**Article 2** : Autoriser le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents afférents à ce avenant.

## **DECISIONS BUDGÉTAIRES**

### **MODALITES DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE GARDE D'ENFANTS OU D'ASSISTANCE AUX PERSONNES DEPENDANTES DES ELUS MUNICIPAUX**

**Rapporteur : Marie-Claire MERVIN**

Le remboursement des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes dépendantes engagés par les élus municipaux vise à lever les obstacles matériels à l'exercice du mandat. En effet, les contraintes liées aux réunions, souvent organisées en dehors des horaires habituels, peuvent pénaliser les élus ayant des responsabilités familiales ou d'aidance, et créer une inégalité d'accès aux fonctions électives.

Ce dispositif permet ainsi de favoriser une plus grande diversité des profils au sein du conseil municipal, en facilitant notamment l'engagement des actifs, des parents de jeunes enfants et des aidants. Il contribue à renforcer la représentativité de l'assemblée délibérante et, par conséquent, la qualité de la vie démocratique locale.

Encadré par des règles strictes (frais réels, justificatifs, plafonnement), ce remboursement ne constitue pas un avantage, mais la compensation de charges directement liées au mandat. Il garantit une participation plus effective des élus aux travaux municipaux, tout en assurant une gestion rigoureuse des deniers publics.

---

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 2020-948 du 30 juillet 2020 relatif aux frais de garde des élus locaux,

Considérant que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à engager des frais de garde d'enfants ou d'assistance pour participer aux réunions liées à leur mandat,

Considérant qu'il appartient à la commune de définir les modalités de remboursement de ces frais dans le respect du principe d'égalité entre élus et de bonne gestion des deniers publics,

***Le Maire proposera au Conseil Municipal de prendre les décisions suivantes :***

**Article 1** : La commune prend en charge le remboursement des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou dépendantes exposés par les élus municipaux, lorsque ces frais sont engagés pour permettre leur participation effective aux réunions liées à l'exercice de leur mandat.

**Article 2** : Le dispositif est ouvert à l'ensemble des membres du conseil municipal, sans distinction de fonction, dans le respect du principe d'égalité.

**Article 3** : Ouvrent droit à remboursement les frais engagés à l'occasion de la participation :

- aux séances du conseil municipal,
- aux réunions des commissions municipales,
- aux réunions des instances dans lesquelles l'élu représente la commune,

- aux réunions liées à un mandat spécial dûment justifié.

**Article 4 :** Le remboursement est subordonné aux conditions suivantes :

- les frais présentent un caractère nécessaire et directement lié à la réunion,
- la garde ou l'assistance est assurée dans des conditions conformes à la réglementation (emploi déclaré),
- l'élu atteste ne pas pouvoir recourir à une autre solution gratuite ou habituelle,
- le remboursement présente un caractère subsidiaire.

**Article 5 :** Le remboursement est effectué sur la base des frais réellement engagés, dans la limite du taux horaire du SMIC en vigueur, par heure de garde ou d'assistance.

**Article 6 :** Toute demande de remboursement doit comporter :

- une facture acquittée ou attestation de paiement,
- la copie du livret de famille si enfant à charge,
- un justificatif de participation à la réunion,
- une déclaration sur l'honneur précisant :
  - ✓ le montant des frais engagés,
  - ✓ les aides perçues le cas échéant,
  - ✓ le montant restant à charge.

**Article 7 :** Les demandes de remboursement doivent être adressées au service compétent (Direction des Ressources Humaines) dans un délai de 2 mois suivant la réunion. Elles sont instruites et donnent lieu à un remboursement par mandat administratif.

**Article 8 :** Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de la commune.

**Article 9 :** Le Maire ou son représentant sont autorisés à signer tous documents relatifs à cette décision.

**FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES**

**CREATION D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL COMMUN ET UNE FORMATION SPECIALISEE ENTRE LA COMMUNE ET LE CCAS DE DINARD**

**Rapporteur : Marie Claire MERVIN**

Vu l'article L.251-5 du Code général de la fonction publique (CGFP) qui prévoit qu'un Comité Social Territorial (CST) est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de 50 agents ;

Vu l'article L.251-7 du CGFP, permettant, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette même collectivité, de créer un Comité Social Territorial unique compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement ou des établissements à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à 50 agents.

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Considérant qu'un Comité Social Territorial (CST) doit être créé dans chaque collectivité ou établissement public employant au moins 50 agents,

Considérant qu'une Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (F3SCT) est instituée dans chaque collectivité ou établissement public employant au moins 200 agents,

Vu la consultation des organisations syndicales le jeudi 9 avril 2026,

Considérant les effectifs cumulés d'agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public et privé au 1er janvier 2026:

- |  |            |
|--|------------|
| - la commune de Dinard =                                 | 351 agents |
| - le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Dinard = | 27 agents  |

Permettant ainsi la création d'un Comité Social Territorial Commun,

Considérant que pour des raisons de bonne gestion, il est cohérent de disposer d'un Comité Social Territorial et une Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail uniques compétents pour l'ensemble des agents de la commune et du CCAS de Dinard,

***Le Maire proposera au Conseil Municipal de prendre les décisions suivantes :***

**Article 1 :** Créer un Comité Social Territorial commun entre la commune et le CCAS de Dinard ; qui sera compétent pour l'ensemble des agents desdites collectivités, et qui sera mis en place après



le renouvellement général des représentants du personnel lors des élections professionnelles du 10 décembre 2026.

**Article 2 :** Fixer à 5 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 5 le nombre de représentants du personnel suppléants au sein du CST.

**Article 3 :** Fixer à 5 le nombre de représentants de la collectivité titulaires et à 5 le nombre de représentants de la collectivité suppléants au sein du CST.

**Article 4 :** Autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité au sein du CST.

**Article 5 :** Créer une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail (F3SCT), qui sera compétente pour l'ensemble des agents desdites collectivités, et qui sera mis en place après le renouvellement général des représentants du personnel lors des élections professionnelles du 10 décembre 2026.

**Article 6 :** Fixer à 5 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 5 le nombre de représentants du personnel suppléants au sein de la formation spécialisée.

**Article 7 :** Fixer à 5 le nombre de représentants de la collectivité titulaires et à 5 le nombre de représentants de la collectivité suppléants au sein de la formation spécialisée.

**Article 8 :** Autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité au sein de la formation spécialisée,

**Article 9 :** Rattacher ce Comité Social Territorial commun et la Formation Spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail, pour leur fonctionnement, à la commune de Dinard.

**Article 10 :** Transmettre pour information cette délibération au Président du Centre de Gestion d'Ille et Vilaine.

**Article 11 :** Autoriser le Maire ou son représentant à signer

**FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

**CONVENTION - MISSIONS FACULTATIVES ENTRE LE CENTRE DE GESTION  
35 ET LA COMMUNE DE DINARD**

**Rapporteur : Marie Claire MERVIN**

En réponse aux sollicitations des collectivités du département, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale a développé un service de missions facultatives financée par cotisation (affiliés) et par facturation. Ci-dessous une liste non exhaustive des thématiques sur lesquelles les missions facultatives peuvent intervenir :

- Conseils en gestion des carrières et des rémunérations,
- Accompagnement dans la prévention des risques professionnels, traitement de situations de harcèlement...
- Animation de réseaux professionnels
- Suivi médical des agents, prévention des inaptitudes, retraites
- Accompagnements juridiques, enquêtes administratives
- Accompagnement sur les recrutements ou le conseil en organisation,
- Aide psychosociale.

Ce sont quelques-unes des thématiques sur lesquelles il intervient. Il peut s'agir d'une assistance directe, de l'analyse d'une situation avec un regard extérieur ou de la mise à disposition de personnel expérimenté.

La possibilité de bénéficier des missions facultatives du CDG 35 est assujettie à la signature préalable d'une convention générale. Ce cadrage global des relations contractuelles entre les collectivités et le Centre de Gestion est revu à chaque mandat.

La présente convention valorise les principes de mutualisation et de réciprocité, fonderies de la pérennité et de la solidarité des services communs mis en place.

Cette convention cadre ne nécessite aucun choix préalable et n'engage pas la collectivité à recourir aux missions facultatives, elle lui permet simplement de se doter de la possibilité de le faire.

Une fois la convention cadre signée, il suffira d'adresser les demandes d'intervention, au cas par cas. Seules les missions demandées et effectuées feront l'objet d'une facturation.

---

Vu le Code général de la fonction publique

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale

Vu la délibération n°2025-95 du 27 novembre 2025 du Conseil d'administration du CDG 35

Considérant que le recours aux missions facultatives du Centre de Gestion d'Ille et Vilaine nécessite, au préalable, la signature d'une convention cadre,

***Le Maire proposera au Conseil Municipal de prendre la décision suivante :***

**Article 1 :** Signer la convention d'utilisation des missions facultatives proposée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Ille-et-Vilaine

**Article 2 :** Autoriser le Maire ou l'adjoint(e) délégué(e) à signer la convention d'utilisation des missions facultatives du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale d'Ille-et-Vilaine, ainsi que les actes subséquents (proposition d'intervention, formulaires de demande de mission etc.)

## **FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

### **CONVENTION – MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE - ENTRE LE CENTRE DE GESTION 35 ET LA COMMUNE DE DINARD**

**Rapporteur : Marie Claire MERVIN**

Le décret n°2022-433 du 25 mars 2022 introduit une section dans le Code de justice administrative afin que les recours formés contre les décisions individuelles défavorables listées dans ce même décret soient précédés d'une tentative de médiation.

La médiation préalable obligatoire vise à parvenir à une solution amiable entre les parties, les employeurs et les agents, grâce à l'intervention d'un tiers neutre. C'est un mode de résolution de litiges plus rapide et moins onéreux qu'une procédure contentieuse.

Cette médiation est assurée par le Centre de gestion d'Ille-et-Vilaine en application de l'article 25-2 de la loi n° 84-53 dès lors qu'une convention a été signée avec celui-ci. Ainsi, en qualité de tiers de confiance, les Centres de Gestion peuvent intervenir comme médiateurs dans les litiges opposant des agents publics à leur employeur.

La procédure de MPO est applicable aux recours formés par les agents publics à l'encontre des décisions administratives suivantes :

- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du Code général de la fonction publique ;
- Refus de détachement, ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 20, 22, 23 et 33-2 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 et 15, 17, 18 et 35-2 du décret n°88-145 du 15 février 1988 ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2° ci-dessus ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L.131-10 du Code Général de la fonction publique ;
- Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les décrets n° 84-1051 du 30 novembre 1984 et n°85-1054 du 30 septembre 1985.

Le Centre de gestion d'Ille-et-Vilaine propose ainsi aux collectivités et établissements publics qui le souhaitent d'adhérer par voie de convention à la procédure de médiation préalable obligatoire. En cas d'adhésion, chaque collectivité pourra, en cas de besoin, bénéficier de cette mission.

---

Vu le Code de justice administrative

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 25-2,

Vu la loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire,

Vu le décret n°2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux,

Vu les délibérations n° 2020-69 du 18 novembre 2020 autorisant la Présidente du Centre de gestion d'Ille-et-Vilaine à signer la présente convention et n° 21-74 en date du 25 novembre 2021 instituant les conditions financières de la médiation préalable obligatoire,

Considérant l'intérêt pour la collectivité d'adhérer à la procédure au regard de l'objet et des modalités proposées,

***Le Maire proposera au Conseil Municipal de prendre les décisions suivantes :***

**Article 1 :** Décider d'adhérer à la procédure de médiation préalable obligatoire pour les litiges concernés.

**Article 2 :** Approuver la convention à conclure avec le CDG 35, qui concernera les litiges portant sur des décisions nées à compter du 1er jour du mois suivant la signature, sous réserve d'une saisine du médiateur dans le délai de recours contentieux.

**Article 3 :** Autoriser le Maire ou son adjoint(e) délégué(e) à signer cette convention qui sera transmis par le Centre de gestion d'Ille-et-Vilaine pour information au tribunal administratif de RENNES et à la Cour Administrative de NANTES.

## PROJET – O.J. N°31

### PERSONNEL TITULAIRE ET STAGIAIRE DE LA F.P.T.

### FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE - COMMUNE – MODIFICATION PARTIELLE DU TABLEAU DES EFFECTIFS 2026 – RECRUTEMENTS – COMMUNE

**Rapporteur : Marie Claire MERVIN**

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires (permanents et non permanents) au fonctionnement des services ainsi que les grades des agents occupants ces emplois.

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le budget de la commune,

Vu la délibération n° 2026-016 du 29 janvier 2026 portant validation du tableau des effectifs au 1<sup>er</sup> janvier 2026,

Vu les délibérations n°2026-039 du 06 mars 2026, n°2026-065 et n°2026-066 du 17 avril 2026, relatives à la modification partielle du tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer postes pour des agents recrutés sur un emploi permanent,

Considérant le changement de filière d'un agent titulaire,

***Le Maire proposera au Conseil municipal de prendre la décision suivante :***

**Article 1 :** Modifier le tableau des effectifs :

Grades ou postes	budgétés	à créer	à supprimer	nouveau total
Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	32	1	0	33
Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> classe	5	1	0	6
Rédacteur	10	1	0	11

Le nombre global d'agents sur emplois permanents budgétés au tableau des effectifs du budget de la Commune, suite aux recrutements, est égal à 371.

Le nombre en équivalent temps plein (ETP) des agents titulaires, budget ville, au 1<sup>er</sup> mai est 276,07.

**Article 2 :** L'autoriser ou son représentant à signer tous les documents afférents.

## PROJET – O.J. N°32

### FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES

#### COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU MAIRE – SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MAI 2026 – ORDRE CHRONOLOGIQUE

VU l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

VU la délibération n°2026-049 en date du 15 avril 2026, par laquelle le conseil municipal a donné délégation au Maire et à l'adjoint en charge de la compétence, dans le cadre de l'application des dispositions de l'article L 2122-18 du CGCT, pour accomplir les actes prévus à l'article L. 2122-22 du CGCT ;

CONSIDERANT que le Maire rend compte à l'assemblée de ses propres décisions prises, dont la liste figure ci-après :

N° et date de rédaction	OBJET	MONTANT (Dépense = D ou recette = R)
2026/077 (1 <sup>er</sup> avril) (1 <sup>er</sup> 1 <sup>er</sup> )	Attribution de la consultation « Fourniture arroseur terrain football – 2026-18	D : 6 065,40 € HT
2026/078 (1 <sup>er</sup> avril)	Attribution de la consultation « fourniture plateau de coupe tondeuse pour tracteur compact – 2026-15	D : 7 913,75 € HT
2026/080 (16 avril)	Convention mise à disposition de locaux – multisites – aux associations dinardaises	Pas d'incidence financière
2026/081 (20 avril)	Tarifs des concerts du Festival Dinard Opening 2026 et du Théâtre d'été « Meurtre en Fa dièse »	R : voir décision jointe
2026/083 (20 avril)	Avenant n°1 au marché de fournitures de denrées alimentaires – Insertion de nouveaux produits au BPU – lot 7 viande fraîche de bœuf et veau – 2025-47	Pas d'incidence financière
2026/084 (20 avril)	Avenant n°7 au marché de travaux d'entretien et d'aménagement de la voirie communale 2023-2026 – prix nouveaux - 2023-20	Pas d'incidence financière
2026/085 (20 avril)	Avenants n°1 au marché de travaux de rénovation des sanitaires Bain plages Ecluse lot 1 Gros œuvre charpente cloisons électricité plomberie et lot 3 cabines wc automatiques – 2025-12	D : Lot 1 – 6 950,82€ HT Lot 3 + 9 700,00€ HT
2026/086 (21 avril)	Attribution marché de prestation du tir de feu d'artifice du 24 juillet 2026 – 2026-07	D : 36 486,80 € HT
2026/087 (23 avril)	Diverses prestations dans le cadre de l'exposition temporaire Jean DUBUFFET- La Houle du virtuel du 31 mai au 20 septembre 2026	D : voir décision jointe
2026/090 (23 avril)	Prestation relation presse Agence Heymann Associés – exposition Jean DUBUFFET	D : 13 000 € HT

<b>2026/091 (23 avril)</b>	Convention d'honoraires avec la Selarl Ares Avocats pour des prestations d'assistance ou de représentation devant les juridictions et autorités publiques (renouvellement)	D : voir décision jointe
<b>2026/095 (28 avril)</b>	Tarification de la location de la salle événementielle Paul Audrin	R : voir décision jointe
<b>2026/104 (05 mai)</b>	Avenant n°1 au marché de travaux de réfection complète de la clôture et de l'entrée de l'école Alain Colas – lot 2 charpente bois, serrurerie, clôture – Moins-value – 2025-15	D : Moins-value de 2 154€ HT
<b>2026/105 (05 mai)</b>	Modification n°1 du marché de travaux de construction des serres et bâtiments techniques pour les lot 1 et 3 – modification et précisions sur la révision des prix – 2029-19	Pas d'incidence financière

Le Maire demande au Conseil Municipal de lui en donner acte.